



PLH

PARTIDO LIBERAL DE HONDURAS

Données clés

Date de création : 5 février 1891.

Positionnement idéologique actuel : Libéral, de centre-droit à centre-gauche. Le manque de cohésion idéologique et la forte fragmentation interne rendent le positionnement flou.

Affiliations internationales : Membre de l'Internationale libérale et de la COPPPAL (Conférence Permanente des Partis Politiques d'Amérique Latine et des Caraïbes).

Implantations territoriales : Mobilisation des zones urbaines principalement. Le parti compte 31 bastions, situés dans l'ouest du pays et a l'avantage dans environ 61 autres municipalités plus au centre, à tendance abstentionniste.

Principaux dirigeants : Roberto Michelletti Bain (Président du parti), Ernesto Elvin Santos Lozano (Vice-président), Bill O'Neill Santos Brito (Secrétaire Général), Eduardo Antonio Bueso (Secrétaire des Finances).

Mode de désignation des dirigeants : Le Président du Conseil National Exécutif, son Vice-président et les secrétaires sont choisis lors des élections primaires par un vote direct, secret et selon le principe de proportionnalité.

Mode de désignation des candidats : Les candidats à la Présidence et la Vice-présidence sont choisis lors d'élections internes ouvertes.

Périodes au gouvernement : 1957-1963, 1982-1986, 1986-1990, 1994-1998, 1998-2002, 2006-2010.

Résultats électoraux (29 novembre 2009)

Elections présidentielles

Candidats présidentiels	Parti politique	Votes	%
Porfirio Lobo Sosa	Partido Nacional	1 213 695	56,56
Elvin Santos	Partido Liberal	817 524	38,09
Bernard Martínez	Partido de Inovación y Unidad	39 960	1,86
Felicito Ávila	Partido Demócrata Cristiano	38 413	1,79
César Ham	Partido de Unificación Democrática	36 420	1,70

Elections législatives

Parti politique	Nombre de sièges
Partido Nacional	71
Partido Liberal	45
Partido Demócrata Cristiano	5
Partido de Unificación Democrática	4
Partido de Inovación y Unidad	3

Source : www.infolatam.com

Histoire du parti

Né d'un mouvement politique créé en 1884, la Liga Liberal, le Parti Libéral du Honduras est fondé en 1891 par Policarpo Bonilla et a disputé le pouvoir au Parti National tout au long du 20^{ème} siècle. Le parti entend défendre les libertés individuelles, la dignité de la personne, la justice sociale, s'inspirant pour ses bases doctrinales des principes de l'Internationale Libérale dont il est membre.

Il est resté cependant jusqu'à aujourd'hui caractérisé par une faible cohésion idéologique. Les années 60 et 70 ont notamment vu naître et s'affirmer au sein du parti diverses factions, progressistes comme conservatrices, qui se sont maintenues et se manifestent particulièrement lors des rendez-vous électoraux.

Le parti connaît sa première expérience de gouvernement avec le Docteur Ramón Villeda Morales élu Président en 1957 et dont le mandat s'est caractérisé par l'entrée du pays dans le Marché Commun d'Amérique Centrale (MMCA) et une politique de réformes sociales. Mais, face à la crainte d'une contagion communiste depuis Cuba, les militaires, appuyés par l'oligarchie, organisent un coup d'Etat qui inaugure plusieurs années d'un pouvoir militaire violent.

En 1981, la victoire du candidat Roberto Suazo Córdova signe le retour d'un gouvernement civil, les militaires conservant toutefois un certain contrôle sur la vie politique. Son mandat est suivi de celui de José Azcona Hoyo, qui forme un gouvernement de coalition avec le PNH.

L'élection en 1993 de Carlos Roberto Reina, surnommé « El Gallo Colorado », marque une période de réduction de l'inflation, d'éviction des responsables de violations des droits de l'Homme et d'un recul de l'influence des militaires dans la vie civile.

Ce dernier objectif est repris par le « Gouvernement du Nouvel Agenda » de Carlos Roberto Flores, mis en place en 1997. Celui-ci lance une réforme constitutionnelle par laquelle le Président de la République devient « Commandant en Chef des Forces Armées » et nomme pour la

première fois un civil à la tête du Ministère de la Défense.

Le mandat de José Manuel Zelaya (élu en 2005), est marqué par des relations diplomatiques denses et un contact populaire amélioré (grâce aux Assemblées du Pouvoir Citoyen). Il est cependant interrompu par le coup d'Etat militaire du 28 juin 2009 suite à son projet d'organiser une consultation populaire considérée illégale par la Cour Suprême.

Après le court gouvernement de Roberti Micheletti, également membre du Parti Libéral, les élections de novembre 2009 voient la victoire du candidat du Parti National, Porfirio Lobo Sosa.



Les élections présidentielles de 2009

Afin de mettre fin à la crise politique suite à la destitution du président Zelaya, le 29 novembre 2009 se sont déroulées des élections générales, dans un climat politique pour le moins tendu.

Si les Etats-Unis décident d'envoyer des membres de l'Institut national démocrate (NDI) et Institut national républicain (NDR), de nombreux pays et organismes internationaux (tel l'ONU) refusent de dépêcher leurs observateurs ou même de reconnaître les résultats de l'élection.

Côté hondurien, la période transitoire a été marquée par de nombreuses violences et par la surveillance des médias opposants au coup d'Etat. Par ailleurs, des militaires sont postés dans les bureaux de vote, faisant douter de la transparence et de la liberté du scrutin.

Boycottées par les partisans de Zelaya, les élections se soldent par la victoire de Porfirio Lobo Sosa (PNH) contre son principal opposant, Elvin Santos (PLH), annonçant « un grand dialogue [incluant] tous les secteurs ».

Expériences de gouvernement

Après 10 années de pouvoir militaire, le gouvernement du pays est finalement rendu à la population civile en 1982 avec l'organisation d'élections. C'est alors le Partido Liberal qui se voit chargé d'assurer la transition et ce, pour deux mandats présidentiels successifs jusqu'en 1990.

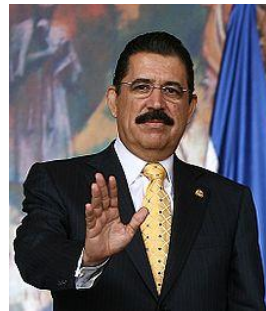
Le mandat de Roberto Suazo Córdova est marqué par une constante ingérence des forces militaires dans la vie politique et civile du pays et par la collaboration avec les Etats-Unis. En effet, le territoire hondurien est utilisé pour préparer et mener des opérations militaires contre-révolutionnaires envers le Nicaragua sandiniste.

De plus, grâce à un accord signé avant les élections présidentielles par les deux candidats (PLH et PNH) avec l'institution militaire, cette dernière bénéficie de certaines prérogatives concernant les décisions politiques. Le pouvoir du général Alvarez prend une telle ampleur que Roberto Suazo procède à sa destitution en mars 1984.

Le mandat de Suazo est marqué par la violence politique, l'insécurité civile, l'instabilité gouvernementale et une situation économique médiocre. Paradoxalement, Suazo Córdova promeut l'instauration de la paix dans la région Amérique centrale. Son impopularité ne cesse de croître malgré un modeste programme de réforme agraire.

José Azcona Hoyo succède à Suazo. Également membre du PLH, il hérite du problème des *contras* nicaraguayennes installées sur le territoire, de la dette extérieure et du chômage. Azcona tente de développer l'éducation publique et le réseau routier, ainsi que de participer à la résolution des conflits en Amérique centrale, notamment par la proposition de réunions avec l'ensemble des mandataires de la région. Sur le plan économique, le bilan de la période est peu concluant.

Trajectoire de José Manuel Zelaya



Président du Honduras de 2005 à 2009, surnommé « Mel », ses positions chavistes et sa supposée intention de prolonger son mandat lui valent la destitution et l'exil en 2009.

Né en 1952 dans une famille aisée, il commence une formation en Ingénierie civile à l'Universidad Autónoma de Honduras mais doit y renoncer pour se dédier à la gestion des activités entrepreneuriales forestières de sa famille suite à l'arrestation de son père.

Il rejoint le Parti Libéral en 1970 et la faction progressiste « Azconista » du mouvement en 1983. Il est élu député en 1985 puis en 1987, il obtient un poste important à la Chambre des députés. En 1993 il commence à militer au sein de la tendance la plus progressiste du parti. Il est par la suite nommé directeur du Fond Hondurien d'Investissement Social puis sous-directeur du Réseau Social d'Amérique Latine et des Caraïbes. Sous la présidence de Flores, suite au passage dévastateur de l'ouragan Mitch, il occupe le poste de conseiller du Cabinet Spécial de Reconstruction Nationale.

Choisi par le parti comme candidat aux élections présidentielles de 2005, son programme montre sa volonté de permettre à la fois des améliorations sociales et des succès économiques, avec le souci de maintenir de bonnes relations avec les Etats-Unis. Il prône la réduction de l'insécurité, de la corruption, de la pauvreté et du chômage, et remporte la victoire contre Porfirio Lobo Sosa (PNH).

Lors de son mandat, il se révèle pourtant incapable d'apaiser la situation économique et énergétique ainsi qu'à contenir la violence des maras, tandis qu'au niveau diplomatique, Zelaya s'éloigne des Etats-Unis pour s'aligner sur le Venezuela de Chavez, notamment par l'intégration de l'ALBA, approuvée par le Congrès en 2009.

La même année, il convoque un referendum destiné à permettre une modification de la Constitution rendant possible son maintien au pouvoir. Face à cette décision, un coup d'Etat militaire le chasse du pouvoir et du pays. Il est remplacé par Micheletti, lui aussi membre du PLH.

Le coup d'Etat du 28 juin 2009

Le 28 juin 2009, entre 5 et 6h du matin, des militaires armés entourent la résidence du Président Zelaya (PLH) et procèdent à son expulsion forcée vers le Costa Rica. Un coup d'Etat approuvé par la Cour Suprême et le Congrès, et qui tend à rappeler les heures noires de l'Amérique Centrale, quand la politique se trouvait régulièrement soumise à l'arbitraire des forces armées. La « culture du coup d'Etat » se fait une nouvelle fois sentir dans la région.

Pourtant, c'est bien sous le prétexte de la défense de la démocratie et de l'Etat de droit que s'est opéré le coup d'Etat. En effet, il se produit le jour-même de la consultation populaire sollicitée par Manuel Zelaya, qui avait fait l'objet d'une interdiction par les autorités judiciaires. Le referendum apparaissait comme un moyen illégal utilisé par le Président pour se maintenir au pouvoir grâce à la modification de la Constitution. La veille, devant le refus de l'armée de participer à l'organisation du scrutin, le Président avait tenté de limoger son chef d'Etat major général, le général Romeo Vásquez, une décision à laquelle la Cour Suprême s'était opposée.

Or, la consultation populaire organisée (et appuyée par 400 000 signatures) ne revêtait aucun caractère contraignant, le vote au referendum devant uniquement permettre la convocation d'une Assemblée Nationale constituante. Le problème est que la clause qui devait alors être supprimée - celle concernant la non-réélection du président - a pour particularité d'être ce que l'on nomme un « artículo pétreo », c'est-à-dire qui ne peut être réformé, d'où les accusations de violation constitutionnelle. De son côté, accuser le Président de vouloir se maintenir au pouvoir ne semble pas justifié : au moment du scrutin présidentiel, c'est-à-dire le jour même du référendum, la Constitution réformée n'aurait pas été en vigueur, empêchant donc la représentation de Zelaya.

Il semble par ailleurs que les raisons ayant conduit au coup d'Etat soient également issues de la politique générale du Président. Membre du Partido Liberal de Honduras, Zelaya s'est progressivement aliéné les institutions du pays, son parti et l'élite économique. En augmentant en décembre 2008 le salaire minimum de 60%, il provoque, entre autres, le mécontentement de la grande compagnie productrice d'ananas et de bananes, Chiquita. Il fait également entrer le Honduras dans l'ALBA (Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique), opérant alors un virage vers la gauche et le chavisme, mal perçu dans le pays. Enfin, un accord signé au même moment permet à l'entreprise pétrolière de l'ALBA d'exploiter la zone maritime hondurienne, ce qui contrarie particulièrement les multinationales. D'autant plus que l'accord s'ajoute à des décisions précédentes du Président qui allaient déjà à l'encontre de leurs intérêts.

On voit donc s'entrelacer les frustrations liées à sa politique et les craintes face à une consultation populaire à la limite de la légalité parmi les facteurs ayant conduit à la destitution du Président Zelaya. Face à cet acte, tout aussi illégal que celui qu'il prétend empêcher, la communauté internationale réagit promptement. Les Etats-Unis, le Venezuela, le Chili, la Bolivie, la Colombie, l'Union Européenne... : le coup d'Etat est quasi-unaniment condamné. De nombreux ambassadeurs sont rappelés, la Banque Mondiale et la Banque interaméricaine de Développement (BID) coupent leur aide tandis que l'Amérique centrale interrompt son commerce avec le pays.

Mais le gouvernement transitoire, dirigé par Roberto Micheletti (PLH) entend bien faire régner l'ordre, notamment par la violence politique : arrestations d'opposants (partisans de Zelaya, membres de son gouvernement, parlementaires du PUD...), assassinats, interdictions d'émettre à certaines chaînes, menaces envers les journalistes, répression (parfois meurtrière) des manifestations pour le retour du président déchu...

Les élections de novembre 2009, largement contestées et boycottées par les opposants au coup d'Etat, sont remportées par le candidat du PNH, Porfirio Lobo Sosa, mais ne parviennent pas à convaincre la communauté internationale du retour de la démocratie et de l'Etat de droit au Honduras.

Références

- Manuel Alcantara Saez et Flavia Freidenberg (coordinateurs), Partidos políticos de America Latina : Centroamérica, México y República Dominicana, México, DF : Fondo de Cultura Económica : Instituto Federal Electoral, 2003
- Willibald Sonnleitner, Jean-Michel Blanquer et Fernando Carrilo Flórez (Collaboration), Explorando los territorios del voto : hacia un atlas electoral de Centroamérica, Guatemala : CEMCA-Guatemala, 2006
- Site du Parti Libéral (<http://www.partidoliberaldehonduras.hn>)
- Dabène Olivier, *Honduras : le coup d'Etat selon Mel Zelaya*, OPALC, 31/01/10
- Lemoine Maurice, *Coup d'Etat*, Le monde diplomatique, août 2009
- Infolatam : Noticias y análisis de América Latina (www.infolatam.com)